

LA DETTE : QUELLES SOLUTIONS ?

Olivier BONFOND

Économiste

Chargé d'études IRW CGSP

Il y a beaucoup d'organisations, de mouvements politiques, qui ont la conviction (et ils n'ont pas totalement tort), qu'on pourrait régler à la fois le problème de la relance de l'activité économique et de la question de l'endettement et du déficit, en mettant en place des mesures fiscales très fortes pour relancer l'économie et payer la dette.

Et donc je pense qu'on doit absolument réfléchir sur, en même temps, des politiques fiscales fortes et des mesures sur la dette. Et des mesures sur la dette, elles existent. C'est de commencer par dire que, tout comme les travailleurs, les chômeurs, les entreprises doivent pouvoir à un moment donné, aux yeux des gouvernements de droite, faire des efforts, il n'est pas normal de dire que les créanciers ne puissent pas faire un effort. Et là, par exemple, la FGTB wallonne développe depuis plusieurs années une proposition qui est très simple : c'est de dire aux créanciers qu'on va, pendant trois ans, diminuer les intérêts qui sont payés aux créanciers, de 50 %. Aujourd'hui, on paie environ 600 millions. Et donc si par exemple, on diminuait les intérêts payés, on économiserait 300 millions par an au niveau de la Région wallonne, au niveau des créanciers.

Est-ce que c'est envisageable ? Oui, tout à fait, parce qu'il y a des arguments juridiques qui peuvent tout à fait rentrer en ligne de compte pour justifier une telle mesure. L'argument du changement notamment, changement fondamental de circonstances : il y a eu la crise du Covid, il y a eu la guerre en Ukraine, il y a eu une crise de l'inflation, une crise énergétique, et donc on n'est plus dans une situation où tout était comme avant. Et puis par ailleurs, il y a une urgence écologique et sociale. Et donc là, il y a des arguments aussi juridiques qui peuvent être mis en place par le gouvernement pour dire aux créanciers qu'ils doivent faire un effort. Et, comme je l'ai dit, les banques aujourd'hui, c'est essentiellement aux grandes banques qu'on paie les intérêts, les grandes banques se portent très bien et faire un effort de 300 millions par an, elles sont tout à fait capables de le faire. Les quatre grandes banques belges ont fait 8 milliards d'euros de bénéfices nets après impôts l'année passée et elles vont battre encore un record cette année. Donc les banques se portent magnifiquement bien et elles seraient censées ne jamais faire le petit effort ? Surtout qu'on les a sauvées en 2008. Si l'État, si les pouvoirs publics, n'étaient pas intervenus après la crise financière de 2008, 2009, elles seraient toutes en faillite. Et donc on pourrait aussi admettre que les

RETRANSCRIPTION INTÉGRALE DE L'INTERVIEW

banques doivent, par un juste retour des choses, faire un petit effort pour aider les États à libérer des marges de manœuvre pour avancer vers la justice sociale et écologique.